

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Offre alimentaire dans les sites sportifs de la Ville de Québec : Un virage santé est requis

Québec, le 9 novembre 2007. - L'offre d'aliments sains dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec est faible et aurait avantage à être bonifiée par l'ajout d'options santé. C'est du moins la principale conclusion qui se dégage d'une étude effectuée par la Direction régionale de santé publique (DRSP) de la Capitale-Nationale sur les environnements alimentaires des installations sportives et récréatives de la Ville de Québec, rendue publique aujourd'hui. Cette étude constitue une première au Québec.

La DRSP a réalisé un portrait sur les environnements alimentaires des installations récréatives, sportives et culturelles de la Ville de Québec et a identifié des pistes d'action pour améliorer l'offre alimentaire à cet égard. En appuyant cette étude, la Ville de Québec souhaite agir sur l'environnement alimentaire dans lequel évoluent les citoyens, particulièrement les familles.

Quatre grands constats

L'étude a permis de dégager un portrait d'ensemble de l'environnement alimentaire dans les installations sportives, récréatives et culturelles de la Ville de Québec. « Cette première étape était essentielle : il faut comprendre que les choix alimentaires, comme tout comportement, sont déterminés par des facteurs individuels et des facteurs externes aux individus. Ainsi, au-delà des préférences personnelles et de la bonne volonté, les choix alimentaires relèvent également d'influences externes, qui se doivent d'être évaluées pour bien orienter les actions », a expliqué la coordonnatrice de l'étude, madame Pascale Chaumette de la DRSP.

À la faveur de visites d'observation, d'entrevues de groupe et individuelles, la DRSP a pu dresser un portrait global de l'offre alimentaire actuelle dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Quatre grands constats se dégagent de cette première partie de l'étude :

- 1) l'offre d'aliments sains dans les machines distributrices est faible. Les friandises, les grignotines et les desserts commerciaux sont majoritaires. La présence de produits santé est peu fréquente et très exceptionnelle;
- 2) mis à part le site d'Expo-Cité qui offre des alternatives santé, les aliments proposés dans les casse-croûte laissent peu de choix santé pour les consommateurs visitant ces endroits. Dans la majorité des cas, les aliments sont riches en gras saturés, en gras trans, en sodium ou en sucre concentré;
- 3) bien que son plan d'action découlant de la politique familiale municipale aborde le souci d'une saine alimentation, la Ville de Québec ne dispose pas de lignes directrices ou d'une politique alimentaire pour ses installations;
- 4) la majorité des dirigeants et des employés des sites municipaux sont préoccupés par l'offre alimentaire que l'on y retrouve. Ils avancent que la présence de la malbouffe est incompatible avec la vocation de ces sites. D'ailleurs, au moins le tiers des arrondissements ont amorcé une révision de l'offre alimentaire dans leurs installations. Cependant, les barrières à ce virage sont nombreuses.

Recommandations

À partir du portrait et des constats, l'étude de la DRSP propose quelques pistes d'action qui pourraient concrètement améliorer l'offre alimentaire dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Certaines de ces propositions ont été énoncées par des acteurs municipaux, des organismes de loisirs et des concessionnaires alimentaires, rencontrés lors de l'étude.

Les pistes d'action les plus susceptibles d'avoir un impact significatif sont les suivantes :

- ajout d'options santé aux choix actuellement disponibles dans les casse-croûte et les machines distributrices des équipements de la Ville de Québec. Cette première permettrait rapidement d'offrir une alternative santé aux citoyens en attendant des mesures permanentes;
- adoption par la Ville de Québec de lignes directrices ou d'une politique-cadre visant à offrir aux citoyens des environnements alimentaires santé. Il s'agit de la piste d'action la plus structurante à moyen et long termes qui risque de donner les résultats les plus significatifs;
- concertation des huit arrondissements de la Ville de Québec pour l'uniformisation des appels d'offres pour les concessions alimentaires. Cette formule permettrait à la Ville de Québec de gérer plus facilement l'offre alimentaire à l'intérieur de ses installations;
- développement d'un plan de communication pour soutenir et encourager les mesures du virage santé dans les sites de la Ville. Ce plan devra rejoindre autant les organismes de loisirs que les citoyens fréquentant les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville. De plus, il faudra saisir les opportunités pour faire valoir les bons coups réalisés.

« Ces pistes d'action constituent, selon nous, un premier pas vers une offre alimentaire santé. Elles répondent, à notre avis, aux préoccupations des acteurs rencontrés au cours de l'étude. Pour subsister dans le temps, il faut que les citoyens appuient concrètement ce virage. Comme nous le soulignons au départ, les facteurs individuels et environnementaux sont déterminants dans la prise de responsabilité de chacun à l'égard de sa propre santé », a conclu le directeur régional de santé publique de la Capitale-Nationale, le docteur François Desbiens.

Le rapport intégral est disponible en format électronique à l'adresse suivante : <http://www.dspq.qc.ca/>.

Source : Pierre Lafleur
Direction régionale des affaires corporatives et des communications
Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale
Tél. : (418) 525-1452